

L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

LA CONCURRENCE DANS LA VENTE DE RÉACTEURS

M. John Gilbert (Broadview): Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources ce que fait le gouvernement pour améliorer notre position concurrentielle, étant donné les difficultés du Canada à vendre des réacteurs nucléaires?

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, les ventes de réacteurs CANDU sur le marché intérieur sont extrêmement satisfaisantes et nous avons vendu un réacteur d'essai à Tai-Wan, mais si les ventes sur le marché international ont été difficiles, ce n'est pas à cause de la valeur de notre produit mais à cause des avantages secondaires que nos concurrents offrent. Il faudra sans doute bientôt réviser l'ensemble de la question.

* * *

LES FINANCES

LA PRÉSENTATION DU BUDGET—LA DISSOCIATION DE LA RÉFORME FISCALE

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question qui s'adresse au ministre des Finances a trait à la présentation du budget et à une revue financière. Le ministre a-t-il décidé s'il présentera un budget de la façon habituelle, à quelle date il le fera et si ce budget sera tout à fait dissocié de la réforme fiscale et générale qu'il compte proposer?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, la réponse à la première partie de la question est oui. Nous n'avons pas encore fixé la date à laquelle le budget sera présenté. La réponse à la deuxième partie de la question est qu'aucune décision n'a encore été prise à ce sujet.

* * *

AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'ÉTABLISSEMENT D'UNE MISSION DIPLOMATIQUE EN ZAMBIE

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor. L'autre jour, en réponse à une question sur l'ouverture d'une mission diplomatique en Zambie, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a déclaré que cette mesure figurait dans ses plans et qu'il espérait qu'elle figurait aussi sur la liste de priorités du Conseil du Trésor. Puis-je maintenant demander au président du Conseil du Trésor si, oui ou non, la Zambie figure sur sa liste ou si seule l'Algérie s'y trouve?

L'hon. C. M. Drury (président du Conseil du Trésor): Monsieur l'Orateur, le député ne voudrait certainement pas que je devance le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, qui devrait être le premier à faire une déclaration à ce sujet.

[L'hon. M. Drury.]

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

CAP-BRETON—LE PROGRAMME DE LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE

M. Robert Muir (Cape Breton-The Sydneys): Monsieur l'Orateur, ma question intéresse le ministre de l'Expansion économique régionale, mais, en son absence et puisque la chose est urgente, je pourrais peut-être l'adresser au premier ministre suppléant. Étant donné le taux très élevé du chômage dans l'île du Cap-Breton, le ministre songerait-il à demander à la Société de développement du Cap-Breton de mettre en œuvre un programme important pour assurer une infrastructure aux municipalités ainsi qu'un programme de lutte contre la pollution dans le port de Sydney, dont le double effet serait de créer des emplois et de régler un problème grave et tenace?

L'hon. C. M. Drury (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, je transmettrai avec plaisir ces instances au ministre de l'Expansion économique régionale.

M. Muir: Monsieur l'Orateur, je remercie le premier ministre suppléant de sa réponse. J'ai une question supplémentaire. Compte tenu des préoccupations exprimées par la Metro Alliance for Development, à Sydney, et la Commission catholique des services sociaux à Halifax qui ont envoyé une lettre ouverte au premier ministre au sujet du chômage au Cap-Breton, ainsi que de la déclaration faite hier à la Chambre par le premier ministre selon laquelle le ministre de l'Expansion économique régionale ne cesse d'étudier de nouvelles initiatives, le premier ministre suppléant et le cabinet voudraient-ils donner immédiatement priorité à ce très grave problème, le chômage au Cap-Breton dépassant le double de la moyenne nationale?

L'hon. M. Drury: Monsieur l'Orateur, je puis donner au député l'assurance que le cabinet étudiera ce problème du chômage, qui sans nul doute le mérite.

* * *

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

L'INCARCÉRATION D'UN ADOLESCENT DANS UN PÉNITENCIER DE LA C.-B.

M. Frank Howard (Skeena): Monsieur l'Orateur, pourrais-je poser une question au solliciteur général? Elle a trait à un jeune garçon de 14 ans qui, il y a deux jours, a été confié au régime éducatif pour activité criminelle, savoir le pénitencier de la Colombie-Britannique. Je voudrais demander au ministre ce que la loi prévoit en vue du relèvement et du reclassement de cet adolescent?

[Français]

L'hon. Jean-Pierre Goyer (solliciteur général): Monsieur le président, je vais sûrement étudier ce cas qui me paraît assez étonnant, étant donné l'âge du jeune détenu.

[Traduction]

M. Howard (Skeena): Monsieur l'Orateur, ce cas m'étonne aussi, mais ce qui me reverse, c'est le fait que le ministre n'en sache rien. Puis-je lui demander s'il existe, dans un sens général, une sorte de liaison avec le gouvernement provincial afin de s'assurer que les jeunes de cet âge ne soient pas envoyés au pénitencier en dépit des circonstances qui entourent le cas?